

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la justice

ARRÊTÉ du 21 MAI 2026 portant nomination d'examineurs spécialisés adjoints au jury des concours de recrutement d'auditeurs de justice à l'École nationale de la magistrature

Le garde des Sceaux, ministre de la Justice,

Vu l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature, et notamment ses articles 16, 17 et 17-1 ;

Vu la loi organique n° 2023-1058 du 20 novembre 2023 relative à l'ouverture, à la modernisation et à la responsabilité du corps judiciaire, et notamment son article 13 ;

Vu le décret n° 2024-637 du 28 juin 2024 pris pour l'application des articles 1^{er}, 3, 4, 5, 6, 8, 9, 12, 13 et 14 de la loi organique n° 2023-1058 du 20 novembre 2023 relative à l'ouverture, à la modernisation et à la responsabilité du corps judiciaire ;

Vu le décret n° 72-355 du 4 mai 1972 modifié relatif à l'École nationale de la magistrature et notamment ses articles 19, 32, 32-6 et 37 ;

Vu l'arrêté du garde des Sceaux, ministre de la Justice en date du 17 décembre 2025 portant ouverture au titre de l'année 2026 de trois concours et d'un premier concours spécial pour le recrutement d'auditeurs de justice à l'École nationale de la magistrature ;

Vu l'arrêté du 19 mars 2026 portant nomination des président et membres du jury des concours de recrutement d'auditeurs de justice à l'École nationale de la magistrature pour la session 2026 et l'arrêté modificatif du 25 mars 2026 ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

Sont nommés en qualités d'examineurs spécialisés adjoints au jury des concours de recrutement d'auditeurs de justice à l'École nationale de la magistrature :

M. ABENTIN Emmanuel, vice-président chargé des fonctions de juge des libertés et de la détention au tribunal de première instance de Nouméa ;

Mme ACCARY Justine, substitue placée auprès du procureur général près la cour d'appel de Douai ;

Mme AGU Chloé, juge au tribunal judiciaire de Nîmes ;

Mme ALLART Laetitia, conseillère à la cour d'appel de Douai ;
Mme ALLEX-BILLAUD Julie, juge des enfants au tribunal judiciaire de Lyon ;
Mme ANCELE Anouk, substitue à l'administration centrale du ministère de la justice ;
Mme ANDRE Léa, juge d'instruction au tribunal judiciaire de Douai ;
Mme ANGE Marion, juge placée auprès du premier président de la cour d'appel de Montpellier ;
M. ANTOINE Cédric, vice-président chargé des fonctions de juge d'instruction au tribunal judiciaire de Lyon ;
Mme BABA-AÏSSA Nawelle, vice-présidente au tribunal judiciaire de Bobigny ;
Mme BAIZET Elisabeth, rapporteure publique à la cour administrative d'appel de Marseille ;
M. BAUBONNE Mickaël, maître de conférences en droit public à l'université de Haute-Alsace ;
Mme BEN GUELLA Asmahan, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire d'Evry ;
M. BENESSIANO William, maître de conférences HDR en droit public à l'université d'Aix-Marseille ;
M. BENMOHAMMED Yacine, substitut du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Melun ;
Mme BERT Manon, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Bourges ;
Mme BERTHIER Marie, juge au tribunal judiciaire d'Evry ;
M. BES Vincent, juge au tribunal de première instance de Nouméa ;
Mme BIARDEAU-SCHWOK Laetitia, vice-procureure de la République près le tribunal judiciaire de Pointe-à-Pitre ;
Mme BISSON Bertille, juge des enfants au tribunal judiciaire de Nanterre ;
Mme BLIN Zoé, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Lyon ;
Mme BLUWOL Louise, substitue à l'administration centrale du ministère de la justice ;
Mme BŒUF Domitille, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Beauvais ;
Mme BONASTRE Marlène, conseillère à la cour d'appel de Poitiers ;
Mme BOURDIN Maude, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Paris ;
Mme BOUSQUEL Sonia, conseillère à la cour d'appel de Douai ;
Mme BRESTOVSKI Estelle, substitue à l'administration centrale du ministère de la justice ;
M. BROUSSOLLE Yves, chargé d'enseignements ;
Mme BRUSCHINI Célia, vice-présidente chargée des fonctions de juge des enfants au tribunal judiciaire de Douai ;
M. BUGNOT Charles, maître de conférences en droit privé à l'université de Lorraine ;
Mme CALES Fanny, juge au tribunal judiciaire de Bordeaux ;
Mme CARPENTIER Audrey, conseillère à la cour d'appel d'Aix-en-Provence ;
M. CAZALA Julien, professeur des universités en droit public à l'université de Sorbonne Paris Nord ;

Mme CAZENAVE Adriana, juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire d'Agen ;

Mme CAZENEUVE (GUICHARD-CAZENEUVE) Anne-Laure, vice-présidente chargée des fonctions de juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Vesoul ;

Mme CESARI Quitterie, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Paris ;

Mme CHATEAU (TAPSOBA) Hélène, magistrate honoraire exerçant des fonctions juridictionnelles à la cour d'appel de Douai ;

Mme CHEDDANI Samia, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Aix-en-Provence ;

M. CHIARI Alexis, substitut à l'administration centrale du ministère de la justice ;

Mme CHURIN Lou, juge au tribunal judiciaire de Bobigny ;

Mme COFFE Louise, juge d'instruction au tribunal judiciaire de Lyon ;

Mme COMETTI Claire, juge au tribunal judiciaire de Charleville Mézières ;

M. CORSO Elliot, substitut du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Paris ;

M. COSRON Lucas, substitut placé auprès du procureur général près la cour d'appel de Rouen ;

Mme COUCHOURON (STEVENIN) Annie, magistrate honoraire ;

Mme COUNOY (COUNOY NICOLLE) Ludivine, substitue placée auprès du procureur général près la cour d'appel d'Aix-en-Provence ;

Mme COUPPE Fanny, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Paris ;

Mme COURTIN Stéphanie, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Thionville ;

Mme DANG Laure, conseillère à la cour d'appel de Douai ;

Mme DE AGOSTINI Claire Marie, juge d'instruction au tribunal judiciaire d'Albi ;

Mme DE BECHILLON Louise, conseillère à la cour d'appel d'Aix-en-Provence ;

Mme DE SAINT VINCENT Marguerite, substitue à l'administration centrale du ministère de la justice ;

M. DE VALROGER Eric, magistrat honoraire exerçant des fonctions juridictionnelles au tribunal judiciaire de Meaux ;

M. DELSOL Clément, vice-président du tribunal judiciaire de Nanterre ;

Mme DEPARDON Adeline, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Lille ;

Mme DERAMBURE Clotilde, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Valenciennes ;

Mme DESSET Marion, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Strasbourg ;

Mme DIEVART (BOUCHER) Stéphanie, vice-présidente chargée des fonctions de juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Nantes ;

M. DJIE Bouin Wilfried, enseignant chercheur à l'institut catholique de Toulouse ;

Mme DOLIAY Estelle, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Lyon ;

M. DONSE Francky, professeur de lettres modernes à l'université du Littoral Côte d'Opale ;
M. DORMOY Pierre-Arnaud, substitut du procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Amiens ;
Mme DOTIGNY Carole, juge au tribunal judiciaire de Cambrai ;
Mme DRZAZGA Amélie, juge au tribunal judiciaire de Nanterre ;
Mme DUCAM (LAVERSIN) Valérie, vice-présidente au tribunal judiciaire de Nîmes ;
M. DUCHENE Antoine, juge d'instruction au tribunal judiciaire de Senlis ;
M. EBISSAYI Marius, avocat au barreau de Libourne ;
M. ECHE Julien, maître des requêtes au Conseil d'Etat ;
Mme EL ABBEIR Sana, formatrice ;
Mme ESPOSITO Fiammetta, magistrate honoraire exerçant des fonctions juridictionnelles au tribunal judiciaire de La Roche-sur-Yon ;
Mme ESTIENNE Marion, substitue à l'administration centrale du ministère de la justice ;
Mme EYMERY Estelle, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Marseille ;
M. FAAS Nicolas, magistrat en détachement en tant que référendaire auprès de l'Autorité de la concurrence ;
Mme FAIVRE Marie-Aude, vice-procureure de la République près le tribunal judiciaire de Paris ;
Mme FANTINO Valentine, juge d'instruction au tribunal judiciaire de Laon ;
Mme FAURE Julie, vice-présidente chargée des fonctions de juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Auch ;
Mme FERNANDEZ Océane, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Marseille ;
M. FERRANDI Robin, auditeur à la Cour de cassation ;
Mme FRANCILOUT Manon, substitue à l'administration centrale du ministère de la justice ;
M. FROGER Charles, maître de conférences en droit public à l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne ;
Mme GALLIEN Coralie, juge au tribunal judiciaire de Nanterre ;
Mme GATINEAU Camille, juge des enfants au tribunal judiciaire de Strasbourg ;
M. GBEMOUDJI Enagnon Virgile, avocat au barreau d'Orléans ;
Mme GEHIN (PICART) Mélanie, vice-présidente chargée des fonctions de juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Lorient ;
Mme GERARD Caroline, juge au tribunal judiciaire de Melun ;
Mme GIUDICELLI Eva, vice-présidente au tribunal judiciaire de Paris ;
Mme GOUSSE Sylvaine, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Nantes ;
Mme GRANIER Laura, vice-présidente chargée des fonctions de juge des contentieux de la protection au tribunal de proximité d'Antibes ;
Mme GRANJON Pauline, juge des enfants au tribunal judiciaire de Laon ;
Mme GRENOT (DEVEDJIAN) Aurélie, première substitue à l'administration centrale du ministère de la justice ;

Mme GROSCLAUDE Laurence, conseillère chargée d'un secrétariat général à la cour d'appel de Nîmes ;

M. GROSS Eric, administrateur de l'Etat, inspecteur général de l'éducation, du sport et de la recherche au ministère de l'éducation nationale ;

Mme GUEMAS Morgane, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Pointe-à-Pitre ;

M. GUILLOU Edouard, substitut du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Senlis ;

M. GUILLOUT Pierre, magistrat honoraire exerçant des fonctions juridictionnelles au tribunal judiciaire de Bordeaux ;

M. HABER Aymeric, substitut à l'administration centrale du ministère de la justice ;

Mme HAMARD Lucie, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Paris ;

Mme HAMMAOUI Fairouz, vice-présidente chargée des fonctions de juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Paris ;

M. HAREL Alexandre, vice-président placé auprès du premier président de la cour d'appel de Toulouse ;

M. HAUSWALD Romain, substitut placé auprès du procureur général près la cour d'appel de Colmar ;

M. HILGER Geoffroy, juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Cambrai ;

Mme HIRIART (LACOMBE) Laure-Nadège, magistrate en disponibilité ;

M. HOARAU Fabrice, maître de conférences HDR d'histoire du droit à l'université de Bourgogne ;

Mme HORNUS Clémence, juge d'instruction au tribunal judiciaire de Créteil ;

Mme HORTAL Céline, substitue placée auprès du procureur général près la cour d'appel d'Aix-en-Provence ;

Mme HUMEAU Eva, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Lyon ;

Mme ILLY (ILLY-TROUCHE) Manon, juge placée auprès du premier président de la cour d'appel d'Aix-en-Provence ;

Mme IONESCU Alexandra, juge placée auprès du premier président de la cour d'appel d'Aix-en-Provence ;

Mme IWEINS Charlotte, juge au tribunal judiciaire de Paris ;

Mme JACOB Laura, juge placée auprès du premier président de la cour d'appel d'Aix-en-Provence ;

Mme JANASZEK Elisa, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Aix-en-Provence ;

Mme JULLA-MARCY Camille, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Béziers ;

Mme LABOULAIS (VIVIN) Lorène, vice-présidente au tribunal judiciaire de Colmar ;

Mme LABRUNE Clémentine, substitue à l'administration centrale du ministère de la justice ;

M. LAGRAVE Olivier, avocat au barreau de Paris ;

Mme LALLEMAND Eline, juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire d'Aix-en-Provence ;

Mme LAMARQUE (GILET) Bénédicte, conseillère à la cour d'appel de Bordeaux ;

M. LANES Simon, président du tribunal judiciaire d'Alès ;

Mme LAPREVOTE Marion, juge au tribunal judiciaire de Pointe-à-Pitre ;

Mme LAROCHE (KOECHER-LAROCHE) Cinderella, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire d'Epinal ;

Mme LAURENT Valentine, juge au tribunal judiciaire de Nanterre ;

M. LAVAL Philippe, juge au tribunal judiciaire de Nancy ;

Mme LEGRAND (BOUATOUCH) Dominique, magistrate honoraire exerçant des fonctions juridictionnelles à la cour d'appel de Paris ;

M. LE PLUARD Quentin, maître de conférences en droit privé et sciences criminelles à l'université de Caen Normandie ;

Mme LEONHARD Julie, maître de conférences en droit privé et sciences criminelles HDR à l'université de Lorraine ;

Mme LEPORCQ Mathilde, juge d'instruction au tribunal judiciaire de Tours ;

Mme LICEN Stéphanie, juge au tribunal judiciaire de Marseille ;

M. LIEVRE Pierre, magistrat instructeur à la chambre régionale des comptes de Normandie ;

M. LIONET Didier, magistrat honoraire ;

Mme LIQUET (BLOY) Marina, enseignante à l'université de Bordeaux ;

Mme LOUERAT Marie, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Rennes ;

M. LUNEL Alexandre, maître de conférences en histoire du droit HDR à l'université Paris 8 Vincennes Saint Denis ;

Mme MADOURI DAUGERON Anissa, juge d'instruction au tribunal judiciaire de Paris ;

M. MARCANGELI Arnaud, juge au tribunal judiciaire de Meaux ;

Mme MASSON Amandine, juge placée auprès du premier président de la cour d'appel de Chambéry ;

M. MERCIER Matthieu, maître de conférences en droit privé à l'université de Rennes 1 ;

Mme MERLON Magalie, juge au tribunal judiciaire de Dijon ;

M. MICHAUD Pierre, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire d'Evry ;

Mme MIETKA Céline, conseillère à la cour d'appel de Douai ;

Mme MONNIET Emilie, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Créteil ;

Mme MOREIRA Sonia, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Lyon ;

Mme MOULIN Aline, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Amiens ;

M. NGAMPIO-OBÉLÉ-BÉLÉ Urbain, maître de conférences en droit public à l'université d'Aix-Marseille ;

Mme NOEL (BAEZA) Lucile, juge d'instruction au tribunal judiciaire d'Aix-en-Provence ;

Mme NOGUEIRA (ESTERBET) Hélène, substitue à l'administration centrale du ministère de la Justice ;

M. OSMONT Alain, magistrat honoraire exerçant des fonctions juridictionnelles à la cour d'appel de Caen ;

M. OUEDRAOGO Richard, auditeur à la Cour de cassation ;

Mme OWCZARZAK Angélique, substitute à l'administration centrale du ministère de la justice ;

Mme PAGNON Marie-Elise, substitute du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Créteil ;

Mme PAILLETTE Esther, substitute du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Rodez ;

M. PASCAL Michaël, vice-président chargé des fonctions de juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Bourgoin-Jallieu ;

Mme PASQUET Anne-Cécile, juge des enfants au tribunal judiciaire de Charleville-Mézières ;

Mme PATRICE Amélie, vice-présidente chargée des fonctions de juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Nîmes ;

Mme PERFETTINI Dominique, présidente honoraire du corps des magistrats des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel ;

Mme PERROT Séverine, vice-présidente du tribunal judiciaire de Vesoul ;

Mme PETITJEAN Laureline, substitute du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Caen ;

M. PIASTRA Raphaël, maître de conférences HDR en droit public à l'université de Clermont Auvergne ;

Mme PILIDJIAN Héléne, rapporteure publique au tribunal administratif de Marseille ;

M. PINEAUD Thomas, juge d'instruction au tribunal judiciaire d'Evry ;

Mme PIOLET Patricia, vice-présidente chargée des fonctions de juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Paris ;

Mme PIRAT Héléne, première présidente de chambre à la cour d'appel de Douai ;

Mme POUHEY-SANTALOU Christelle, première substitute à l'administration centrale du ministère de la justice ;

Mme POUILLAT (COMPAN) Véronique, avocate générale près la cour d'appel de Bordeaux ;

Mme PRATALI Samantha, maître de conférences en histoire du droit à l'université catholique de Lille ;

Mme PRISER (DEPARIS) Laurence, première vice-présidente du tribunal judiciaire de Saint-Denis-de-la-Réunion ;

Mme PUYOBRAU Emmanuelle, première substitute à l'administration centrale du ministère de la justice ;

M. QUELARD Cyril, substitut du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Nanterre ;

M. QUENET Jean-Michel, administrateur de l'Etat honoraire ;

M. QUILLEVERE Guy, premier vice-président de la cour administrative d'appel de Nantes ;

Mme QUINT (VIOCHE) Carole, présidente de chambre de la cour d'appel de Bourges ;

M. QUINT-PAREIN Kévin, substitut placé auprès du procureur général près la cour d'appel de Douai ;

Mme RAINSART (PIAZZA) Marie-Laure, conseillère à la Cour de cassation ;

Mme ROBERT Fanny, juge au tribunal judiciaire d'Annecy ;

Mme ROBERT Sarah, juge des enfants au tribunal judiciaire de Strasbourg ;

Mme ROBREAU (ROBREAU-MILLET) Juliette, substitue à l'administration centrale du ministère de la justice ;

Mme ROGUET Ludivine, juge d'instruction au tribunal judiciaire de Verdun ;

M. ROUZAUD Josselin, juge placé auprès du premier président de la cour d'appel d' Agen ;

Mme SAINT-MARTIN Laura, conseillère à la cour d'appel de Toulouse ;

M. SALAFA Vincent, vice-procureur de la République antiterroriste au tribunal judiciaire de Paris ;

Mme SCHMANDT Claire-Annie, juge au tribunal judiciaire d' Arras ;

M. SEILER David, substitut à l'administration centrale du ministère de la justice ;

M. SFEZ Anthony, maître de conférences en droit public à l'université de Reims Champagne Ardenne ;

Mme SIEJKA Karolina, vice-présidente chargée des fonctions de juge des enfants au tribunal judiciaire de Lille ;

M. SIMON Valentin, vice-président chargé des fonctions de juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire d' Amiens ;

M. SOUPLET Julien-René, administrateur des services de l'Assemblée nationale ;

M. STAHL Hugo, maître de conférences en histoire du droit à l'université de Lorraine ;

Mme SYSKA Céline, conseillère à la cour d'appel de Douai ;

M. TABONE Lucas, avocat au barreau de Bordeaux ;

M. TAESCH Denis, vice-président chargé des fonctions de juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Colmar ;

Mme TARDIF Hélène, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire d' Alençon ;

Mme THIEL (BRACH) Delphine, maître de conférences à l'université de Lorraine ;

Mme THULEAU Anna, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Paris ;

Mme TIREAU (ALEXANDRE) Anne-Cécile, substitue du procureur général près la cour d'appel de Rennes ;

Mme TOUGAIT Estelle, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Rennes ;

Mme TRAVERSE Coraline, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Paris ;

Mme TRICHET Florie, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Pointe-à-Pitre ;

M. TROUILLE Benjamin, magistrat financier à la chambre régionale des comptes Grand Est ;

M. TROUIN Mathis, substitut du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Nanterre ;

Mme TRUSSARDI Pauline, juge des contentieux de la protection au tribunal de proximité de Boulogne Billancourt ;

Mme UETWILLER Marine, substitute du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Marseille ;

Mme VANHOVE Clotilde, conseillère à la cour d'appel de Douai ;

Mme VERGES (LEDOUX) Emilie, vice-procureure au tribunal judiciaire de Paris ;

Mme VIGNAL Manon, juge des enfants au tribunal judiciaire de Saint-Denis-de-la-Réunion ;

M. WALTMANN Victor, substitut du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Metz ;

Mme ZABKA Laetitia, substitute du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Toulouse ;

M. ZINGER Michel, premier conseiller de chambre régionale des comptes de Bretagne (e.r).

Article 2

Le présent arrêté sera affiché et notifié à la directrice de l'École nationale de la magistrature qui sera chargée de son exécution.

Fait à Paris, le **21 MAI 2026**

Le garde des Sceaux, ministre de la Justice
par délégation, le directeur des services judiciaires
Jean SEITHER

